

Massacre au Burundi dans un silence pesant de la communauté internationale

Le Pays, 29 septembre 2015 Rapport sur la violation des droits de l'Homme au Burundi : L'ONU va-t-elle prendre ses responsabilités ? Silence, le président burundais, Pierre Nkurunziza, massacre son peuple. C'est le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme qui le dit dans un rapport rendu public le 28 septembre dernier. Au total, 134 meurtres ont été enregistrés depuis avril dernier ainsi que des centaines d'arrestations et de détentions arbitraires dont 704, rien que pour le mois de septembre courant. Et ce n'est pas tout. Car chaque jour qui passe, des corps sans vie sont retrouvés dans les rues de certains quartiers de la capitale, sans compter les cadavres recelés dans les placards. Si fait que le Burundi est devenu, pour ainsi dire, une nécropole et une prison à ciel ouvert, tant on tue et emprisonne à tour de bras.

C'est clair. Nkurunziza veut en éliminer avec tous ces jeunes adultes aux mains nues qui ont décidé de lui pourrir la vie depuis sa réélection contestée à la tête de l'Etat burundais. Et pour y parvenir, il a choisi la terreur comme arme, convaincu qu'il viendra à bout de ses contempteurs. C'est peu dire que Nkurunziza est devenu le Kron des temps modernes ; lui qui a choisi de bouter son régime sur les cendres des cadavres de ses compatriotes dont le seul péché, sans en est, est d'avoir dit non à la violation de la loi fondamentale de leur pays. Bien des rapports ont été produits sans effets. Et tout se passe comme si l'homme bénéficiait du soutien de la communauté internationale qui, à l'exception de certains pays comme la Belgique et dans une moindre mesure, les Etats-Unis, assiste passivement aux tueries massives perpétrées au Burundi. Même l'Union africaine (UA) est devenue depuis peu atone ; elle qui s'est pourtant, montrée ferme à l'endroit des auteurs du coup d'Etat au Burkina Faso, qui avaient voulu confisquer les acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014. Pourquoi donc une telle mollesse vis-à-vis du président Nkurunziza qui, en l'espace de ce, aura aussi commis un putsch constitutionnel en foulant au pied les accords d'Arusha ? Peut-être était-ce parce que la plupart des chefs d'Etat qui composent l'UA, dans leur majorité, épousent la cause funeste que défend Nkurunziza. En tout cas, il faut espérer qu'avec la publication de ce rapport, l'ONU prendra ses responsabilités pour mettre fin aux risques d'un génocide au Burundi. Car rien ne sert de commanditer un rapport sur des violations de droits de l'Homme s'il n'y a pas de mesures concrètes prises sur le terrain pour y mettre un terme plus rapidement possible. Or, en la matière, l'ONU détient la palme d'or. D'autant que bien des rapports ont été produits sur des pays en crise sans être suivis d'effets. Du reste, était-ce nécessaire de produire un nouveau rapport sur la situation au Burundi quand on sait que peu avant, Amnesty International en avait publié un autre très accablant pour le régime de Bujumbura ? Ce dont le peuple burundais a besoin, c'est d'assistance et non pas d'éternels rapports.

OUOBA